

En proposant - avec enthousiasme - au mois de février à Paris, la candidature de la vieille capitale pour la tenue de cette importante rencontre internationale, le Gouvernement canadien a voulu associer les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick à la préparation ainsi qu'à la tenue de cet événement. Le Comité d'organisation, qui s'est réuni ce matin pour la première fois, est le résultat du protocole d'entente signé entre Ottawa et Québec.

L'organisation d'une rencontre internationale de cette envergure constitue un défi que nous nous lançons à nous-mêmes. En effet, nos deux paliers de gouvernement seront appelés à collaborer de façon inédite. La tâche sera ardue et les difficultés sans nul doute nombreuses.

Cependant, nous ne devons jamais perdre de vue l'importance nationale et internationale du Sommet de Québec en septembre prochain.

Nous y démontrerons, quant à nous du gouvernement fédéral, notre engagement ferme et continu à améliorer le climat politique international par la coopération active entre pays francophones. C'est pour nous une nécessité impérieuse, car nous cherchons toujours à promouvoir la paix mondiale et à pallier les cruelles disparités économiques qui divisent les pays du Nord et du Sud.

Pour le Canada, le Sommet de Québec est aussi l'occasion unique de faire valoir sa personnalité francophone. Permettez-moi de souligner que le Canada est le seul pays à participer aux trois grands Sommets: celui de la Francophonie, celui du Commonwealth et celui des pays industrialisés. Ces trois grands Sommets, comme vous le savez, se tiendront chez nous en 1987 et en 1988.

Notre appartenance au Commonwealth et au groupe des pays industrialisés est déjà affirmée, de même que le rôle important que jouent sur la scène internationale ces deux groupes de pays.